

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire ou postal  
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pil fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

17<sup>e</sup> ANNEE - N° 300  
LE NUMERO : 2 FF  
15 FB - 1 FS  
16 au 29 nov. 1979

Derrière les scandales qui se succèdent

## Un vent de crise politique sur la bourgeoisie française

La ronde accélérée des scandales politiques, dans lesquels sont entraînés l'une après l'autre les différentes composantes de la majorité, révèle les formidables tensions auxquelles sont soumis la classe dominante et son

Etat. Le mal est connu : il s'agit des conséquences politiques de la crise internationale que le déclin historique de l'impérialisme français ne peut qu'accentuer.

La presse bourgeoise se régalait récemment de la photographie des maréchaux Joffre et Foch caracolant sur les Champs-Élysées à la tête de la fameuse « première armée du monde ». Evocation creuse s'il en est : l'impérialisme français ne conservait déjà en 1919 sa puissance que par la grâce de Sa Majesté l'impérialisme britannique, en guise de pourboire pour sa solide haine anti-allemande. Depuis, la haine anti-allemande n'a pas diminué, mais la puissance s'est bien réduite : elle n'a pas résisté au choc de la seconde guerre impérialiste qui a provoqué la scission de la bourgeoisie, ni au choc des guerres coloniales, qui ont également provoqué une cassure et une crise politique que seule la cravache d'un général inspiré par Jeanne d'Arc a permis de surmonter, en jouant sur une fiambée de chauvinisme.

Mais les forces qui agissent dans le sous-sol de l'histoire poursuivent opiniâtrement leur travail. Partisan d'une indé-

pendance tâtonne, le gaullisme a été en même temps l'artisan de l'ouverture économique à l'Europe et donc à l'Amérique. Il s'est fait l'agent d'une modernisation industrielle qui a aiguë l'antagonisme entre les forces bourgeoises qui poussent dans le sens de l'adaptation du capitalisme français au marché mondial, et celles qui rêvent de retrouver les gloires passées en s'appuyant sur les restes de l'empire colonial.

Les polémiques actuelles sont significatives à cet égard : lors du débat sur le budget de l'industrie, le RPR accusait le gouvernement de mettre en œuvre « une politique de créneau » plutôt que de chercher à faire du capitalisme français une machine productive complète. « Une telle démarche signifierait que la France prendrait son parti de l'actuelle hiérarchie internationale des puissances » (Le Matin du 6-11). Nul doute que tel est aussi le sens de la critique que le PCF et une partie du PS, en particulier le CERES, font au giscardisme.

Les quatre grands partis officiels sont tous d'accord sur la nécessité de renforcer la machine productive dans la jungle internationale, mais la « bande des quatre » diverge sur les moyens. Il en est de même dans le domaine diplomatique et militaire. Tout le monde est d'accord

### DANS CE NUMERO

- Le capitalisme et l'émigration
- Argentine : Les trotskystes du PST
- Socialisme à la stalinienne
- Défendre la section CGT de Créteil CTA

sur le fait qu'il est indispensable de renforcer la « défense nationale » : c'est même le budget qui augmente le plus vite. Cependant, plus on approche de 1982, où des choix décisifs devront être faits, plus âpres deviennent les disputes.

Tout d'abord, après la sortie de l'OTAN, plus symbolique que réelle et rendue possible par la « détente », le problème se pose concrètement de s'intégrer ou non dans les forces de l'OTAN à l'heure où les préparatifs militaires s'intensifient.

(Suite page 2.)

La lutte des foyers dans une phase difficile

### Ce qu'il est essentiel de préserver

La lutte des foyers se trouve dans une situation terriblement difficile du fait d'un rapport de forces très défavorable. Contre ces travailleurs, la gigantesque offensive menée par toutes les forces de l'Etat et les sociétés gestionnaires s'est soldée par des milliers d'expulsions effectives — sans compter les milliers d'autres attendues —, des milliers de saisies arrêts sur salaire, des foyers fermés, et on annonce maintenant des expulsions hors de France... La démocratie s'est montrée pour ce qu'elle est, le masque de la dictature féroce de la bourgeoisie. Après cinq ans d'une rare ténacité, la lutte reflue aujourd'hui sous le poids d'un adversaire supérieur en force.

Les partis PC-PS et les bureaucraties syndicales CGT-CFDT portent une responsabilité écrasante dans cette disproportion de forces, non seulement parce qu'ils ont maintenu la lutte dans un isolement criminel, mais aussi parce qu'ils l'ont, chacun à leur manière, activement combattue, sabotant toute tentative de solidarité à la base, calomniant la lutte et ses dirigeants, poussant, dans tous les foyers où ils ont pu entrer, à négocier séparément, étudiant avec la bourgeoisie la meilleure façon de venir à bout de la lutte. Ils entrent maintenant dans les foyers comme des charognards travaillant, sous la protection des CRS, à tenter de briser l'unité de lutte des résidents même au niveau du foyer en leur imposant une solution d'« entente » et de « participation » avec le gérant et la société gestionnaire.

Les orientations venues de l'extrême gauche n'ont fait que renforcer cette situation. La plus catastrophique, le suivisme, en paralyisant le soutien et en le livrant aux manœuvres des forces de gauche, et en donnant des illusions sur la possibilité de pousser ces partis et directions syndicales, ennemis du

(Suite page 3.)

### Réunions publiques

#### ● A ANGERS

Le dimanche 18 novembre, à 14 h 30, Cours Municipaux, Place Saint-Eloi.

#### ● A NANTES

Le samedi 1<sup>er</sup> décembre, à 20 h 30, Centre social et culturel des Bourderies, rue Saint-Brévin.

### L'alternative : la révolution communiste

#### ● A ROUBAIX

Le vendredi 23 novembre, à 20 h, Maison pour tous, place de la Fosse-aux-Chênes.

### Non au contrôle de l'immigration !

### RÉUNION DE LECTEURS

#### ● A LYON-VILLEURBANNE

Le vendredi 30 novembre, à 20 h 30, MAJO, 2, impasse Mistral, Villeurbanne

### LE PARTI FACE A LA CRISE

### Lettre d'Espagne

## L'accouchement de la démocratie

Fin 75, Franco mourait. La démocratisation espagnole, qui commence avec le couronnement de Juan Carlos, avait été préparée de longue main et avec une grande lucidité politique. Les bourgeoisies espagnole et euro-américaine craignaient qu'avec la crise, l'Etat espagnol n'ait pas d'amortisseurs politiques et sociaux et que les heurts de classes ne se transformaient rapidement en incendies généralisés. L'histoire de l'Espagne, en effet, montre un prolétariat aguerri, vaincu mais indomptable, doté d'une haine et d'un instinct de classe profonds.

Pour cela, la bourgeoisie a pu compter sur l'appui décisif de la social-démocratie internationale et de l'euro-communisme espagnol. En plein régime franquiste, elle a donné la liberté d'action aux noyaux « socialistes », permettant ainsi la constitution d'un embryon de parti social-démocrate. Avec l'appui financier de la social-démocratie allemande, celui-ci a pu commencer à se donner des structures organisationnelles et, avec l'appui de la presse bourgeoise, à se délimiter comme axe principal du futur parlementarisme. En quelques années, on a constitué ainsi à partir de rien un parti d'« opposition loyale ». Il en a été de même sur le terrain syndical. A partir de rien, on a « formé » un syndicat lié au PSOE, l'UGT, avec l'appui financier des syndicats allemands, en s'appuyant pour ce faire, non seulement sur des éléments de l'intérieur, mais aussi sur l'« expérience » de collaboration de classe de secteurs de l'émigration liés au syndicalisme jaune européen.

Dans la mesure où ce secteur de l'opposition démocratique se consolidait, l'Etat a commencé à permettre l'action, de plus en plus ouverte, du PCE et des secteurs des Commissions Ouvrières (CO) liés à ce parti. Le PCE avait donné toutes sortes de garanties à la bourgeoisie espagnole. Sans même revenir sur son action pleinement contre-révolutionnaire pendant la guerre civile (action dont il se vantait ouvertement ces dernières années en parlant de sa « modération » et de son « sens des responsabilités », opposé à toute « aventure », dans la période 1936-39), ni sur ses magouilles ultérieures avec différents secteurs de la bourgeoisie, rappelons qu'il avait lancé à partir de 1956 sa campagne de « réconciliation nationale », c'est-à-dire de transformation pacifique du fascisme en démocratie.

C'est la social-démocratie européenne qui pouvait donner à la social-démocratie espagnole sa « respectabilité ». Le stalinisme espagnol avait besoin d'un autre protecteur : il l'a trouvé dans le personnel politique né du franquisme lui-même, regroupé autour de Ruiz Gimenez, ex-ministre de Franco, et de sa revue, *Cuadernos para el diálogo*. Ces franquistes repentis se sont joints à la « Junte Démocratique », à laquelle participaient aussi trois groupes maoïstes (l'ORT, le PTE et le MC). Plus tard, en janvier 1976, toute cette « opposition » s'unissait dans la « Convergence Démocratique », et publiait une déclaration dans laquelle elle affirmait qu'il était « nécessaire de réaliser la rupture

du régime pour que ne produise pas la rupture de la société ».

La « querelle » entre le personnel franquiste au pouvoir (groupé autour de la monarchie) et l'opposition démocratique tournait autour de la question suivante : réforme ou rupture ? En clair, le personnel franquiste, lui, voulait imposer, à partir de l'Etat, les conditions, le rythme, et le développement de cette démocratisation. L'opposition, pour sa part, voulait participer à un gouvernement avec les franquistes dans la mise en œuvre de cette réforme institutionnelle : la monarchie et l'armée auraient dû coopter des éléments « représentatifs » de la Coordination Démocratique et former ainsi un gouvernement de coalition fasciste-démocratique. L'idée n'était pas nouvelle : le PCE l'avait déjà lancée en pleine guerre civile, après l'écrasement du prolétariat à Barcelone en 1937 par les soins de la République dirigée par les socialistes et les stalinien. Si cela n'a pas marché alors, ce n'est pas par sa faute, mais parce que la bourgeoisie n'avait plus besoin de lui. Inutile de dire que c'est la « réforme », c'est-à-dire le franquisme lui-même, qui a eu le contrôle de tout le processus en cours. L'opposition se faisait mousser avec les luttes ouvrières, bien réelles, elles, pour imposer sa présence dans le gouvernement, tout en étant obligée de les saboter pour montrer son « sens des responsabilités ».

Le fond de toute réforme était clairement

(Suite page 4.)

## La situation française vue par les bourgeois

« Les diamants de Bokassa ont tout d'abord placé le président dans la pénombre. Maintenant le suicide du ministre du Travail cause des remous sans cesse plus larges. Les scandales conduisent à se demander quel est l'état de la démocratie française. »

(Die Zeit, 8-11-79.)

« Les communistes minimisent le scandale, apparemment parce qu'ils préfèrent le régime actuel à une victoire de gauche qui serait dominée par les socialistes. Ces derniers, eux-mêmes, sont prudents. [...] »

« Selon toute probabilité, l'affaire Boulin ne changera rien au dilemme fondamental qui est à l'origine d'un climat propice au scandale : une impasse politique pleine de frustrations dans laquelle les partis français n'ont aucune perspective d'alternance au pouvoir. »

(International Herald Tribune du 7-11-79.)

« Prenons-y garde ! Les scandales successifs dont Paris se délecte ne sont pas le fruit d'un complot ourdi dans l'ombre par de géniaux trublions. Ils reflètent un mal profond, insidieux, implacable, une sorte de paralysie des fonctions vitales et trouvent leur source dans le déséquilibre des institutions de la V<sup>e</sup> République. »

« C'est d'ailleurs précisément pour cela que, faute d'une médication rapide et puissante, la crise de gouvernement dont nous voyons sous nos yeux se dérouler les prémices, se muera en crise de régime. »

« Avec tous les excès que pareille évolution a toujours comportés dans l'histoire de notre pays. »

(Les Echos du 9-11-79.)

**Lecteurs, sympathisants,  
aidez au développement  
international  
de la presse du Parti !  
Souscrivez !**

# Un vent de crise politique

(Suite de la page 1)

Ensuite il y a l'Allemagne. Cette dernière obsède littéralement la bourgeoisie française, qui détermine en grande partie sa « politique étrangère » sur le besoin de la contenir. Or l'Allemagne redevient une puissance énorme et surtout **imprévisible**. Dans ces conditions il n'est pas étonnant que seule la haine anti-allemande prenne l'allure d'une valeur sûre.

Il y a enfin, sans vouloir épuiser la liste des problèmes, celui de proportionner la zone d'influence politique de la France à sa puissance militaire, et ce précisément au moment où les équilibres en Afrique et en Méditerranée se font plus instables : même le gaulliste Couve de Murville estime que « nous restons militairement engagés en trop d'endroits et [que] cela ne peut être une solution durable » (*Le Figaro* du 8-11).

Parce que Boulin était un élément de compromis entre les grandes tendances de la majorité, son suicide est bien un indice révélateur que de grandes crises politiques mûrissent dans la bourgeoisie française et son Etat.

\*\*\*

Toutes tendances confondues, la bourgeoisie en est consciente et son souci est précisément que la classe ouvrière ne profite des craquements provoqués par ces querelles inévitables pour desserrer l'étreinte et **avancer ses revendications propres**. C'est bien le spectre de la reprise de classe qui rôde derrière les conflits actuels, derrière les flambées de colère ouvrière qui éclatent sur le fond d'une certaine perte d'influence du PC dans la classe ouvrière et d'une tendance à la désyndicalisation.

Aussi tout le monde est-il parfaitement convaincu du besoin de perfectionner encore une machine de répression dont les progrès accomplis surtout ces dernières années feraient pâlir d'envie les fascistes et les nazis, qui étaient pourtant orfèvres en la matière.

Tout ce beau monde est également parfaitement convaincu de ce que la baraque nationale ne peut sauver le peu qu'il y a à sauver dans la crise internationale sans

une pression accrue sur la classe ouvrière. Le plan Barre a parfaitement atteint ses objectifs grâce à un véritable **consensus social**, auquel participent les partis de gauche comme les bureaucraties syndicales, en dépit de leurs proclamations publiques. Leurs dénégations sont de pure forme, car elles s'inspirent des **mêmes principes sociaux** que l'adversaire. Elles ne sont que la **condition politique** indispensable pour prendre appui sur les réactions ouvrières, afin de pouvoir d'abord les canaliser dans le sens du respect des intérêts « supérieurs » de l'économie nationale et de la paix sociale, ensuite de les utiliser si possible comme levier pour une **autre politique** de l'impérialisme français.

Cette capacité de manœuvre tient pour partie à la possibilité qu'a la bourgeoisie d'accorder un minimum de miettes : si Barre s'est fait l'artisan de la démolition de certains « avantages acquis », il a mené cette politique en prévoyant, notamment pour les chômeurs, des fonds destinés à saupoudrer les secteurs où risque de prendre l'incendie, et ce en accord avec les syndicats. C'est la raison pour laquelle les larbins de la CFDT ont pu dire : « si nos divergences avec la politique économique et sociale du gouvernement dont Robert Boulin faisait partie sont connues, la CFDT a toujours apprécié chez ce dernier un esprit d'ouverture et de dialogue » (*Le Matin* du 31-10).

C'est cette politique qui révèle aujourd'hui ses limites : elle est en effet insupportable pour des secteurs importants de la bourgeoisie, sans doute les moins liés au marché mondial ; elle dresse contre le gouvernement des fractions du patronat et du RPR, qui revendiquent des méthodes plus draconiennes et moins sophistiquées d'exploitation de la classe ouvrière, ce qui met la gauche, et notamment le PC et la CGT, dans l'attitude tout à fait inconfortable d'avoir à favoriser, comme dans la crise présente, le **statu quo** gouvernemental pour ne pas provoquer la classe ouvrière.

Il y a une autre raison à cette attitude au premier abord surprenante. Une au-

tre condition en effet pour éviter ou du moins retarder au maximum la lutte de classe est de pouvoir entretenir l'espoir d'une prétendue « alternance démocratique ». Or de ce point de vue l'union de la gauche, outre le fait qu'elle était tirillée autant que la majorité par les divisions affectant la bourgeoisie, venait trop tôt en 1978. La crise qui frappe aujourd'hui la majorité vient également **trop tôt** pour passer à un gouvernement de gauche. D'où l'extrême prudence du PS pour exploiter la crise et le refus catégorique et tonitruant du PC. Il ne faut pas brûler les cartes. « C'est en effet, affirme Marchais, une règle bien connue de l'histoire de notre pays que les scandales politiques ont toujours réussi à faire tomber un gouvernement, mais que cette chute a toujours profité à la droite ou à l'extrême droite » (*L'Humanité* du 8-11). Morale « bien connue », morale de larbin, selon laquelle toute tentative de profiter des faiblesses de l'adversaire risquerait de le renforcer, ce qui revient à le présenter comme invincible...

En l'occurrence, le fait pour la gauche de se porter au secours du gouvernement et de l'Etat pour couvrir d'un voile de vertu les scandales qui l'éclaboussent et qui mettent à nu le réseau serré de liens entre le capital, le personnel politique de l'Etat et la pègre, la met en position de complice, et cela risque de diriger aussi vers elle l'indignation et la révolte que provoque la révélation de la marche réelle de la société bourgeoise. De plus c'est bien l'idée que l'« alternance démocratique » pourrait apporter quelque chose à la classe ouvrière qui risque d'en prendre un coup !

Ainsi sont malmenés par la réalité capitaliste les mythes savamment élaborés pour la masquer et la défendre. La leçon est claire : il n'y a pas d'autre voie pour la défense de la classe que la lutte ouverte contre la classe capitaliste et ses larbins, pas d'autre voie, pour en finir avec la misère et l'oppression, que leur renversement violent, l'instauration de la dictature de classe et la transformation communiste de la société.

## Argentine : face à la répression les trotskystes du PST s'inclinent devant Sa Majesté l'OEA

Plus de 20.000 disparus, 8.000 morts, 6.500 prisonniers politiques : tels sont les premiers chiffres du bilan officiel de l'activité des forces armées argentines dans la « lutte contre la subversion ».

Mais la répression s'est abattue sur le mouvement ouvrier non depuis le 24 mars 1976, mais depuis bien plus longtemps. Sous le gouvernement péroniste, déjà, les bandes armées parallèles brisaient à coups de mitraillette toute tentative de riposte prolétarienne aux attaques du capital : les faits étaient connus et l'impérialisme international « laissait faire ». Aujourd'hui qu'il prétend poser au défenseur des droits de l'homme, il envoie en Argentine une délégation de la Commission interaméricaine de l'Organisation des Etats américains pour en constater les « violations ».

Quelle a été l'attitude de l'« extrême gauche » argentine devant cette comédie ? Ce mélange d'économisme, de pacifisme et de démocratisation qu'est le PST (parti sympathisant de la IV<sup>e</sup> Internationale) en donne un exemple significatif. On peut lire dans le numéro 11 de *Opción*, mars 1979 : « Les prochains mois offrent au mouvement démocratique une occasion importante pour surmonter ses divisions et coordonner tous ses courants. La Commission des Droits de l'Homme de l'OEA va visiter notre pays [...]. Cette visite offre à tous les secteurs la possibilité de présenter des dénonciations et des revendications en les remettant à la Commission, comme premier pas vers des actions de lutte unitaire [...]. Nous pensons que l'Assemblée permanente des Droits de l'Homme peut coordonner la protestation en favorisant l'unité de la CNT, des partis poli-

tiques, des avocats, des psychologues, des journalistes, des artistes, des familles des détenus et des séquestrés ; bref de tous ceux qui ont à présenter des protestations ou des dénonciations démocratiques. »

Mais ce n'est pas tout. Pour montrer son objectivité, le PST demande la liberté... d'Isabel Perón, de l'ex-présidente Campora, et de ce Lorenzo Miguel qui en 1975-76, lorsqu'il était dirigeant de l'*Unión Obrera Metalúrgica*, partagea la responsabilité des massacres des militants politiques et syndicaux et d'ouvriers, parmi lesquels au moins cinq membres du PST...

Démocratie oblige ! Après tout, « le droit d'Isabel Perón d'assumer son mandat présidentiel fut sanctionné par le vote des larges masses populaires, vote dont ne peut se vanter aucun des « militaires » qui, d'ailleurs, n'ont pas gouverné de façon moins désastreuse qu'elle ». Il est clair qu'une chose est de réprimer, torturer et massacrer avec le « consensus » populaire et sous l'égide des lois de l'Etat démocratique, une autre chose de réprimer, torturer, massacrer « dictatorialement » !

Mais que pouvait-on attendre d'autre du PST, après l'avoir vu capituler « constructivement » face à la démocratie bourgeoise et à son « institutionnalisation », puis appuyer le péronisme et désavouer la violence guérillériste au moment même où se déchaînait la violence de l'Etat et des bandes d'extrême-droite, enfin appeler à la démobilisation et à la reprise du travail alors que les ouvriers de Villa Constitución se battaient comme des lions contre le front compact des militaires, des démocrates et des bureaucraties syndicales ?

## Les trotskystes « spartacistes » ont choisi leur camp

L'ouverture de la tournée des chœurs de l'Armée rouge à Sydney, en Australie, a provoqué une manifestation antirusse à laquelle se seraient exprimés de participer des maoïstes locaux. Que croyez-vous qu'ait fait l'organisation trotskyste de tendance spartaciste devant cet événement somme toute bien compréhensible ? Dénoncer l'al-

ignement des maoïstes sur un des fronts de la guerre impérialiste ? Vous n'y pensez pas ! Elle a organisé une contre-manifestation dont un des mots d'ordre était : « Armée rouge, bienvenue ici ! » (voir *L'Australasian Spartacist* de novembre 79). Bref elle s'aligne tout simplement sur le front de guerre adverse. A noter...

## Défendre la section CGT de Créteil-CTA c'est l'affaire de tous les travailleurs !

Après avoir essayé d'isoler la section CGT du centre de tri postal de Créteil, et tenté sans succès d'éliminer les éléments combattifs du bureau de la section en mai dernier, la fédération CGT des Postes a engagé la lutte contre cette section : elle l'accuse par tract de gauchisme, d'aventurisme, etc., et répand officieusement les calomnies grossières — « flics, casseurs », etc. — par lesquelles l'opportunisme remplace habituellement la clarification sur les orientations.

Les bureaucraties syndicales ne peuvent tolérer le maintien et le renforcement de groupes de travailleurs combattifs, surtout s'ils s'obstinent à chercher la liaison avec leurs camarades des autres centres, et avec d'autres luttes ouvrières (par exemple celles de l'immigration), dans une période où les

restructurations, l'aggravation de la charge de travail, la répression, entretiennent un climat latent d'agitation, et où, à travers des luttes locales — Rouen, Lyon-Gare — de petits groupes oppositionnels se constituent en marge des appareils syndicaux.

Tandis que la section diffusait parmi les postiers un tract expliquant les raisons du conflit actuel, nos camarades ont diffusé le Bulletin N° 21 du groupe PTT du parti, dont nous donnons ici quelques extraits. Même à une échelle encore réduite, il s'agit là d'une bataille d'orientation dans laquelle chaque organisation réagit selon ses principes politiques généraux, d'un test de leur comportement face à un groupe de prolétaires animés d'une orientation classiste.

... « Pour mener une grève, les travailleurs ont un besoin évident de pouvoir, d'heure en heure, faire le point sur la force du mouvement dans les autres centres. Ils ont besoin d'une organisation ayant ses ramifications dans tous les services, qui centralise rapidement et effectivement les informations, et les fasse circuler à la base parmi tous les travailleurs en grève. Ils ont besoin d'une organisation qui les réunisse, qui soude les rangs par-dessus toutes les barrières catégorielles ou locales, qui donne des mots d'ordre et prenne des décisions centrales qui permettent à tous les grévistes d'agir selon un plan unique pour renforcer et étendre la lutte (meetings, manifestations réunissant tous les grévistes, information constante sur tous les services qui travaillent encore, formation de piquets de grève volants, etc.). »

Voilà les tâches minimales que devraient théoriquement accomplir les fédérations syndicales dans toutes les luttes. Et tous les travailleurs qui ont activement participé aux luttes de ces dernières années dans les PTT savent bien que ce travail N'EST PAS FAIT.

Mais les fédérés ne se contentent pas de brader les luttes, de brader les énergies ouvrières en d'épuisantes luttes locales sans issue, ou encore en journées « d'action » bidon se terminant en procession rituelle au Ministère, chaque fin d'octobre, pour « commémorer » le vote du budget.

Les fédérés CGT et CFDT (la fédé FO étant quasiment un appendice du Ministère) s'affirment aussi de plus en plus comme une véritable force REPRESSIVE dans les rangs des travailleurs combattifs. Ainsi a agi, il y a un an, la fédé CFDT avec sa section de Lyon-Gare, dont elle a exclu les membres de la commission exécutive, « coupable » de refuser le morcellement des luttes et d'avoir recherché des liens de solidarité directs avec d'autres catégories de travailleurs. Ainsi aujourd'hui, la fédé CGT avec la section CGT de Créteil-CTA, dont la tradition de lutte et de solidarité est connue de tous les postiers.

La fédé CGT et ses instances sur le Val-de-Marne ne peuvent supporter de laisser vivre et se développer une section syndicale dont l'orientation et le passé de lutte contredisent carrément les méthodes et les principes des bureaucrates néo-staliniens.

Soutenus depuis plusieurs années par la masse des travailleurs, cette section s'est constamment battue contre le morcellement des luttes, contre l'isolement des grèves à l'échelle locale, contre les 24 heures sans lendemain. Elle a réclamé avec insistance une coordination permanente et active des centres de tri et des bureaux. Elle a dénoncé lors de l'affaire Llamas, et plus encore en mars dernier, le véritable sabotage de l'extension

(Suite page 4.)

# Le capitalisme et l'émigration

Dans les pages classiques du Livre I du *Capital* où il décrit la naissance du mode capitaliste de production, « suant le sang et la boue par tous les pores », Marx présente les deux faces inséparables de l'accumulation primitive du Capital. D'une part, la concentration et la centralisation de masses monétaires considérables et d'instruments de production aux mains de la bourgeoisie naissante; d'autre part, l'expropriation par la violence de la paysannerie, qui fait du paysan un prolétaire sans réserves et « libre comme l'air », obligé de vendre la seule marchandise qu'il possède, sa force de travail.

Commencée à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, l'expropriation de la paysannerie d'Angleterre, d'Ecosse et du pays de Galles accompagne la naissance du capitalisme agraire et projette les masses misérables errant dans les villages et par les chemins vers les bagnes de l'industrie en expansion.

La dernière phase de l'expropriation systématique de la paysannerie anglaise au XIX<sup>e</sup> siècle coïncide avec l'expropriation massive des paysans irlandais, pris à leur tour dans le tourbillon, et qui n'ont plus d'autre issue que l'émigration en Amérique et, surtout, le chemin qui mène aux usines de Manchester et de Liverpool.

Cent ans plus tard, l'impérialisme accélère ce processus selon des cercles concentriques qui touchent non seulement des régions d'un même pays ou des pays d'un même continent, mais des continents entiers, et qui les entraînent dans les courants du marché mondial des capitaux, des marchandises et de la force de travail. Alors que le colonialisme, puis l'impérialisme, accélèrent l'intégration de millions d'hommes dans l'orbite du mercantilisme, l'émigration entraîne des dizaines de millions de nouveaux prolétaires à la recherche d'un emploi. Et le capital, de plus en plus concentré et centralisé dans les grandes métropoles impérialistes, attire dans ses villes non seulement les masses autochtones expropriées, mais aussi celles d'autres nations et d'autres continents, reproduisant ainsi, mais cette fois à l'échelle mondiale, l'« opposition existant entre richesse nationale et pauvreté populaire ».

Qu'ils viennent de démocraties parlementaires ou de dictatures militaires, de républiques ou de monarchies constitutionnelles, d'Etats indépendants ou de colonies, d'Etats issus de révolutions anticoloniales ou nés d'un compromis avec l'impérialisme, les nouveaux prolétaires suivent inexorablement le chemin de la paysannerie irlandaise décrit par Marx. Les régions agraires du monde entier, y compris ceux de la vieille Europe, se transforment ainsi en une immense Irlande pour le capitalisme international. Il est inutile d'essayer d'échapper à ces lois de fer du capital (1) qui provoquent l'émigra-

tion non seulement au moyen de la violence ouverte mais aussi, et de plus en plus, au moyen de la violence sociale résultant des rapports mercantiles, c'est-à-dire du « développement » économique et industriel. Et ce sont précisément les pays où un jeune capitalisme est en pleine expansion qui exportent massivement leur main-d'œuvre, parce que cette accélération correspond à une plus grande intégration dans le marché mondial et à une plus grande expropriation de l'artisanat agricole, industriel et commercial. Ainsi il devient de plus en plus certain que, comme dit le *Manifeste*, « le travail industriel moderne dépouille le prolétaire de tout caractère national ».

En attirant de plus en plus les pays de jeune capitalisme dans son orbite, le capitalisme mondial étend les bases matérielles du socialisme et lie indissolublement pour la révolution socialiste mondiale la lutte des prolétaires qui travaillent dans les bagnes industriels des grands centres internationaux et ceux des pays dominés.

Ainsi le capitalisme étend ses antagonismes croissants et son cours catastrophique au monde entier. Et la crise internationale, dont jusqu'à présent la bourgeoisie impérialiste a réussi à empêcher la transformation en crise sociale généralisée, attise la révolte des masses prolétaires d'Egypte, de Tunisie, d'Iran, du Brésil, du Pérou, et rallume périodiquement ces révoltes à la périphérie même du vieux continent.

A leur tour, les bourgeoisies périphériques s'intègrent tendanciellement dans un réseau politique dense et complexe dominé par les grands Etats, seuls capables d'assurer la défense et, dans certaines limites, la stabilité de l'ordre bourgeois international.

★

Dans le plan unique, international, non seulement de l'économie socialiste, mais aussi de la stratégie de la révolution prolétarienne, les masses ouvrières immigrées constituent le pont vivant entre le prolétariat des métropoles et les masses prolétaires et prolétarisées des pays périphériques.

Dans les pays impérialistes, la révolution de classe sera l'œuvre conjointe des prolétaires « nationaux » et immigrés (en France, par exemple, ceux-ci représentent 20 % de la classe ouvrière). Dans les semi-colonies, le prolétariat immigré devra apporter non seulement une expérience de lutte, mais aussi — et surtout — une vision internationale des problèmes de sa classe et de son combat contre le capitalisme, précisément là où celui-ci a poussé jusqu'à ses ultimes conséquences les formes, les forces et les méthodes de la bourgeoisie.

Mais le capitalisme ne crée pas seulement les bases matérielles de ce plan unique —

économique et politique — de la révolution prolétarienne. Il crée en même temps, ou multiplie, les facteurs de division, de la même façon que le salariat, en se généralisant, engendre les conditions matérielles d'une lutte d'ensemble et suscite en même temps la concurrence la plus vive entre prolétaires vendeurs de leur force de travail.

Dans les métropoles, une collaboration de classe étendue sur une période qui englobe deux guerres mondiales et deux après-guerres, et en particulier l'alignement ouvert de la social-démocratie et du stalinisme aux côtés des puissances impérialistes contre les révoltes nationales des pays d'Asie et d'Afrique, a creusé un véritable abîme au sein de la classe ouvrière. Ce que Marx disait de l'antagonisme entre prolétaires anglais et irlandais se répète, de façon aggravée et à l'échelle de continents entiers, entre prolétaires « autochtones » et prolétaires immigrés :

« L'ouvrier anglais moyen hait l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Par rapport au travailleur irlandais, il se sent membre de la nation dominante, et ainsi se constitue en un instrument des aristocrates et des capitalistes de son pays contre l'Irlande, renforçant ainsi leur domination sur lui-même. Il nourrit des préjugés religieux, sociaux et nationaux contre le travailleur irlandais [...]. L'Irlandais lui rend d'ailleurs la pareille, et avec intérêt. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois le complice et l'instrument stupide de la domination anglaise en Irlande. Cet antagonisme est artificiellement maintenu et intensifié par la presse, les orateurs, les caricatures, bref, par tous les moyens dont disposent les classes dominantes [...]. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de son organisation. C'est le secret grâce auquel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et cette classe en est parfaitement consciente » (2). Nous devons ajouter aujourd'hui, parmi « les moyens dont disposent les classes dominantes », l'action systématique du social-impérialisme politique et syndical.

« L'exploitation du travail des ouvriers plus mal rétribués venus des pays arriérés est caractéristique de l'impérialisme », écrit Lénine (3). C'est en partie sur elle qu'est fondé, pour une part, le parasitisme des pays impérialistes riches, qui corrompent une partie de leurs ouvriers à l'aide d'un salaire plus élevé, tout en exploitant sans mesure et sans vergogne la main-d'œuvre étrangère « bon marché ».

La défense intransigeante du prolétariat immigré, condition même de la défense du prolétariat dans son ensemble, aussi bien dans les usines que dans les syndicats, dans

les quartiers et sur tous les terrains où s'exprime l'antagonisme entre ouvriers et bourgeoisie, la mobilisation active du prolétariat « autochtone » (ou aujourd'hui, plus modestement, de franges de ce prolétariat, aussi limitées soient-elles) pour appuyer activement les luttes du prolétariat immigré qui se succèdent depuis des années au milieu d'un tragique isolement, enfin la lutte la plus acharnée contre la domination impérialiste, en particulier en Afrique, sont les conditions de la soudure nécessaire des deux secteurs du prolétariat mondial.

Il s'agit d'un travail difficile et de longue haleine, non seulement contre la bourgeoisie et ses laquais politiques et syndicaux, mais aussi contre l'indifférence criminelle d'une « extrême gauche » qui, quand elle ne se fait pas la championne de la « défense de la patrie » impérialiste (comme les maoïstes), se traîne à la remorque du social-impérialisme dominant (comme les trotskystes), abandonnant à leur sort les luttes des masses immigrées.

Il serait utopique de vouloir combler en un jour un abîme creusé au cours de sept décennies. Il s'agit de travailler avec continuité et sans trêve dans ce sens, en éduquant et en mobilisant ne serait-ce que des minorités restreintes du prolétariat sur le terrain consécutif de l'internationalisme prolétarien.

C'est sur le chemin de la révolution communiste et de sa préparation que s'inscrivent notre campagne politique systématique contre l'impérialisme (en particulier français) ainsi que notre action — de type revendicatif par le terrain dans lequel elle plonge ses racines, mais éminemment politique par sa portée générale — de soutien à la lutte des foyers de travailleurs immigrés, et notre campagne permanente contre le contrôle de l'immigration.

Faire des pas dans ce sens, c'est lutter pour que le prolétariat des pays de jeune capitalisme, surtout celui des semi-colonies, se sépare des forces de la petite-bourgeoisie « radicale » de ces pays, qui n'ont à lui proposer que des objectifs purement nationaux et de réforme du capitalisme; c'est l'aider à s'intégrer dans la future armée internationale de l'émancipation du prolétariat.

(1) Le social-impérialisme demande aux Etats importateurs de main-d'œuvre l'arrêt de l'immigration au moyen de lois, ce qui revient à instaurer dans ces masses qui sont matériellement obligées d'émigrer un véritable état de siège, et à les transformer en prolétaires de troisième ordre, à la merci du despotisme du patron et de l'Etat.

(2) Lettre de Marx à Siegfried Meyer et August Vogt, 7-4-1870.

(3) Œuvres, tome 26, pp. 169-171.

## Socialismes à la stalinienne

Pro-chinois et pro-albanais se chamaillent, entre autres, à propos de la définition du socialisme. Pour les premiers, celui-ci implique la lutte des classes : témoin la révolution culturelle, qui « chassa la bourgeoisie de l'intérieur du parti ». Pour les seconds, le socialisme ne comprend plus que des « classes amies » : témoin... la république d'Albanie. Et de se traiter les uns les autres de traîtres au « marxisme-léninisme ».

En réalité, les uns et les autres communient dans un même antimarxisme, puisque, pour le marxisme, le socialisme — qui ne peut, soit dit en passant, exister dans le cadre d'un seul pays — n'est autre chose que la première phase du communisme, c'est-à-dire de la société sans classes. On pourrait renvoyer ces messieurs à la lecture de la *Critique du Programme de Gotha* et de *L'Etat et la révolution*. Pour l'instant, nous leur dédions une anecdote :

Invité au congrès des ouvriers des transports, en mars 1921, Lénine avait remarqué dans la salle une pancarte avec cette inscription : « Le règne des ouvriers et des paysans sera infini ».

Voici ce que cela lui suggéra : « En lisant cet étrange panneau, qui n'était pas, il est vrai, à sa place habituelle, mais posé dans un coin — quelqu'un s'est peut-être rendu compte qu'il n'était pas excellent et l'a mis de côté — en lisant cet étrange panneau, j'ai pensé : voilà pourtant des vérités élémentaires et fondamentales qui suscitent chez nous malentendus et fausses interprétations. En effet, si le règne des ouvriers et des paysans devait être infini, cela voudrait dire qu'il n'y aura jamais de socialisme, puisque le socialisme c'est la suppression des classes; tant qu'il existera des ouvriers et des paysans, il y aura des classes différentes et, par conséquent, il ne pourra y avoir de socialisme intégral » (Œuvres, tome 32, p. 287).

Est-ce clair, messieurs les staliniens ?

## Ce qu'il est essentiel de préserver

(suite de la page 1)

prolétariat, à agir dans l'intérêt de la classe ouvrière. Il faudrait aussi parler de l'interclassisme, du démocratisme, et même du sectarisme tapageur et publicitaire; nous devrions y revenir.

Lorsqu'elle se trouve dans un rapport de forces défavorable, une lutte peut reculer, elle peut même être défaite. Une défaite n'est pas une trahison. Il est même des défaites plus glorieuses que des victoires, si la classe en sort avec la vision claire des conditions indispensables aux victoires futures.

On peut être amené dans une lutte à reculer sur les objectifs revendicatifs que s'était fixés la lutte. L'important, ce sur quoi il faut à tout prix essayer de tenir, c'est de sauvegarder au maximum l'unité conquise afin de pouvoir préparer dans les meilleures conditions les luttes qui ne manqueront pas de reprendre.

De grands résultats de la lutte des foyers sont : l'unité des travailleurs de toutes nationalités, leur organisation sur des bases de classe, constituée en toute indépendance par rapport aux gérants et aux sociétés gestionnaires, les liaisons entre tous les foyers grâce à un Comité de Coordination centralisant et unifiant l'action de tous les résidents contre toutes les sociétés gestionnaires, la tentative de nouer des liens avec des ouvriers extérieurs aux foyers.

Les délégués ont été élus par l'assemblée générale des résidents non pour représenter une nationalité et des intérêts particuliers et locaux, mais pour défendre les intérêts généraux du mouvement et les revendications unitaires de tous les grévistes. Ces Comités de Résidents en opposition radicale avec les gérants ont permis que naissent dans les foyers en grève les germes d'une vie de classe indépendante cimentant la solidarité et la fraternité des ouvriers en leur permettant de discuter entre eux des problèmes revendi-

catifs ou politiques intéressant leur classe. Les grévistes des foyers ont pu obtenir ainsi dans les faits ce que leur plate-forme n'a pas cessé de réclamer pour tous les foyers, la liberté de réunion, d'expression, de débat, le droit de visite 24 h sur 24, la fin de l'arbitraire du gérant et de ses pouvoirs auparavant illimités pour expulser ou pénétrer dans les chambres à tout moment.

La bourgeoisie peut refuser de négocier centralement. Elle peut obliger localement selon le rapport de forces à accepter des conditions draconiennes. Ce qu'il faut sauver à tout prix, c'est la possibilité pour les comités de résidents — même réduits, même si une partie des résidents n'a plus momentanément la force de les défendre, même s'ils doivent temporairement vivre dans l'ombre — de continuer à vivre comme par le passé, et à vivre d'une vie indépendante comme pôle d'organisation de la masse des résidents.

Le grand danger, comme l'ont montré les manœuvres de la Commission Delmon, c'est la tentative de la bourgeoisie, de l'Etat, des sociétés gestionnaires, avec l'aide des bureaucraties syndicales, en s'appuyant sur les tromperies et la corruption, de faire quitter aux comités de résidents le terrain de l'opposition frontale aux sociétés gestionnaires pour celui de la discussion et de l'entente avec elles, sous prétexte de véritable représentativité et de participation à la gestion des foyers. Les travailleurs n'ont rien à gérer économiquement dans les foyers : que les bourgeois prennent leurs responsabilités ! Les foyers sont des prisons : les travailleurs n'ont pas à gérer leur flicage, et ils ne peuvent que le combattre ! Les travailleurs n'ont pas de comptes de représentativité à rendre à l'adversaire : ils ne doivent pas permettre que les élections de leurs comités soient contrôlées par les gérants, les huissiers, ou même par les bonzes syndicaux qui les ont trahis. Les résidents n'ont de comptes à rendre qu'à eux-mêmes et à leur classe, et ce qu'ils imposeront aux sociétés, aux gérants et à

l'Etat ne peut venir que de leur force collective.

Dans ceux des foyers où la grève finit, comment faire face à la vengeance de l'adversaire, comment faire face au danger de ratonades, comment informer de la lutte et de ses leçons les ouvriers des quartiers et des usines, particulièrement les camarades de travail afin de pouvoir s'opposer aux saisies arrêts sur les salaires, comment tirer collectivement les leçons de la lutte, comment protéger les résidents et les dirigeants de la lutte, les premiers exposés, comment maintenir des liens entre les foyers et maintenir un Comité de Coordination s'appuyant sur une vie réelle à la base ? Comment faire tout cela sans maintenir une organisation même petite, mais farouchement indépendante des gérants, des sociétés et des bureaucrates syndicaux qui ont saboté la lutte ? Sans une organisation qui refuse toutes les méthodes de conciliation et de collaboration que ne manquent pas de vouloir faire avaler les bonzes syndicaux champions de la paix sociale qui se sont préparés précisément à l'après-grève dans la Commission Delmon ?

Il est faux qu'en abandonnant l'indépendance des comités de résidents, on pourrait retenir le bras de l'adversaire et adoucir le sort des résidents si la grève se terminait. La classe ouvrière ne peut attendre aucune bienveillance de l'adversaire, car la lutte qu'elle mène contre lui est une véritable guerre, qui se mène selon les lois de la guerre. C'est si nous appliquons nous aussi, même dans le reflux, les lois de la guerre, si nous parvenons à maintenir un minimum d'organisation, et surtout à conserver le sentiment que la guerre doit reprendre et finalement demain être gagnée, que nous aurons préservé dans les terribles difficultés présentes, l'avenir de la lutte.

En cette heure difficile, plus que jamais, notre parti sera aux côtés des prolétaires en lutte.

# L'accouchement de la démocratie

(Suite de la page 1)

énoncé par la bourgeoisie. Son porte-parole le plus lucide, l'éditorialiste de *La Vanguardia*, disait crûment : « La discipline sociale ne peut être imposée que par un gouvernement qui a de l'autorité. Et un gouvernement qui a de l'autorité implique, ou une discipline militaire dans toute notre vie collective, que personne ne défend plus, ou un gouvernement élu par le peuple » (30-6-76). Le PCE lui faisait écho, avec tout son cynisme, par la bouche d'un de ses dirigeants, Pilar Brabo : « Le pays cherche avec inquiétude [...] une issue à cette situation [...] C'est pourquoi les secteurs les plus réalistes de la droite économique et politique ont commencé à se poser le problème d'interlocuteurs valables. C'est pourquoi l'opposition a commencé à s'unir, le regard fixé sur la négociation de la rupture démocratique. Il s'agit de remplir ce vide politique [...] avec un pouvoir largement représentatif [...] un pouvoir qui représente le pays réel ». Alors, « notre pays respirera tranquille » (déclarations à *Cambio 16* du 12-4-76).

A ce moment-là, les syndicats sont déjà pratiquement légalisés. Marcelino Camacho, le plus haut dirigeant des Commissions Ouvrières, donne le ton, quand il déclare, à sa sortie de prison en décembre 1975 : « Malgré mes longues années de prison, je ne garde rancune à personne. Je ne cherche aucune sorte de revanche. L'heure est venue où tous les Espagnols, sans exclusive, doivent lutter pour que dans notre patrie nous puissions vivre ensemble. » (*Le Monde* du 2-12-75.)

Une des conditions imposées à la démocratisation espagnole a été d'assurer la continuité maximale des institutions et du personnel politique à la tête de l'Etat, en le renforçant par l'adjonction des forces de la démocratie. On a voulu éviter à tout prix une situation « à la portugaise », dont la « normalisation » a demandé quatre ans. Il fallait écarter un autre danger : celui des réactions de résistance à l'intérieur de l'Etat, de la part de nostalgiques du franquisme tel qu'il était sorti de la période de la guerre civile.

Le personnel franquiste a donné trois courants : le fascisme classique incarné dans « Force Nouvelle », une droite parlementaire qui sera rapidement laminée, et un centre parlementaire dirigé par Adolfo Suárez, qui deviendra la grande force électorale de l'Espagne démocratique, et constituera en réalité le parti de la reconversion de la majorité du vieux personnel franquiste, appuyé sur les classes moyennes et les rouages de l'Etat.

Quand la bourgeoisie l'ordonna, les Cortes franquistes votèrent leur *hara-kiri*, non sans établir auparavant le cadre de la future convocation aux élections démocratiques générales. Et à la fin de 1976 on convoque un référendum pour faire approuver par la

« volonté populaire » les plans de la démocratisation... établis dans les Cortes franquistes. Immédiatement après, la droite fasciste, dans un élan imprévu, provoque le massacre d'avocats travaillistes à Atocha. Gouvernement et opposition s'unissent pour assurer la restauration de la paix sociale. L'opposition propose un pacte pour « en finir avec la violence incontrôlée de la droite en échange d'une condamnation des actes violents [de gauche] et de la promesse de contenir sa base » (*Cambio 16* du 31-1-77). Quelques jours plus tard, devant les descentes de police suscitées par la vague terroriste, des militants des Commissions Ouvrières parcourront les commissariats de Madrid pour présenter leurs condoléances aux forces de la répression.

Pendant ce temps, le PCE et toute l'opposition n'arrêtaient pas de réclamer un gouvernement de coalition.

Durant toute cette période, le mouvement des masses tournait autour de la revendication d'augmentations de salaires, du droit d'association et de la libération de tous les prisonniers politiques qui remplissaient les prisons.

Après le référendum, les partis dont les programmes « respectent l'esprit et la lettre de la loi » (... fasciste) sont légalisés. Après la mascarade de l'« emprisonnement » de Carrillo, le PCE l'est à son tour. Tout est en place pour des élections démocratiques au Parlement, qui se déroulent en juin 1977. Le « miracle » a eu lieu.

Tout est également en place pour que, une fois liquidé le parti unique fasciste, naisse le parti unique de la démocratie. Le « miracle » de la démocratie fascisante a lieu à son tour en octobre 1977 avec la signature du Pacte de la Moncloa : tout l'éventail parlementaire (à l'exception de deux francs-tireurs) signe un programme commun qu'il s'engage à défendre dans le gouvernement comme dans l'opposition.

Le Pacte de la Moncloa concernait la limitation des salaires, la liberté de licencié, la limitation des dépenses de la Sécurité sociale, l'augmentation des cotisations ouvrières, le contrôle des chômeurs, le financement par le gouvernement du PSOE et du PCE, le contrôle du crédit, l'instauration de la censure préalable de toute publication, le contrôle et la limitation du droit d'association, de réunion et de manifestation, l'intégration du terrorisme dans le Code Pénal, le renforcement des moyens d'action « anti-terroristes », la coordination des corps de répression et la création de nouvelles unités policières. Et, finalement, un accord était conclu pour la rédaction conjointe du projet de Constitution.

L'« opposition » parlementaire n'a plus besoin de posséder des charges ministérielles pour participer au gouvernement : la politique du « consensus », développée depuis un an et demi, est mise en place à tous les niveaux. La crise économique et sociale qui secoue toute la société espagnole oblige à

accélérer le pas. Au fond, il s'agit d'une alliance entre la grande bourgeoisie, d'une part, et l'aristocratie ouvrière, d'autre part. La crise devra sacrifier la petite et la moyenne bourgeoisie, qui n'ont ni ne peuvent avoir de politique indépendante.

Au milieu de l'aggravation de la crise, des luttes sociales chroniques, de la répression gouvernementale constante et de la recrudescence du terrorisme, le 9 juin 1978, onze partis, depuis l'Alliance Populaire et l'UCD jusqu'au PSOE et au PCE, en passant par les maoïstes du PTE, de l'ORT et de l'OIC, signent un accord dans lequel ils s'engagent « à agir solidairement et avec toute leur énergie au cas où se produirait quelque acte violent, d'où qu'il vienne, qui affecte la coexistence démocratique » (*El País* du 10-6-78).

Une commission parlementaire, composée de tous les partis représentés, élabore un projet de Constitution. De même que le Pacte de la Moncloa, ce projet est conclu en dehors de l'orbite parlementaire, ce qui démontre — s'il était encore nécessaire — que le parlement et les « luttes » parlementaires sont des expressions du corps en putréfaction du libéralisme.

Approuvée par référendum en novembre 1978, appuyée par tout l'éventail qui va de l'extrême-droite parlementaire à l'extrême-gauche maoïste extra-parlementaire, la Constitution espagnole est la synthèse historique des principes du fascisme et des formes vides de la démocratie représentative (cf. « A bas la Constitution ! » dans *El Comunista* n° 17 de novembre 1978, et « Notre salut à la nouvelle Constitution espagnole » dans *El Programa Comunista* n° 29 de décembre 1978). En particulier, l'« opposition » démocratique a non seulement approuvé la permanence d'une monarchie imposée par le fascisme, mais a béni aussi les « liens privilégiés » entre l'Etat et l'Eglise catholique, après « avoir absout » démocratiquement l'Armée. La trilogie Monarchie-Eglise-Armée, piliers historiques de l'Etat, est renforcée par l'appui actif de toute cette confrérie anti-prolétarienne.

La bourgeoisie orchestre magistralement ses foires électorales (cinq en deux ans !). Les deux dernières, les élections parlementaires de mars 79 et les municipales d'avril, ont eu lieu au milieu des conflits provoqués par le renouvellement de contrats collectifs de travail touchant plus de trois millions de travailleurs. En même temps qu'elle intégra aussi sur le plan municipal les partis « ouvriers », elle mobilisait massivement sur le terrain électoral jusqu'aux forces d'« extrême-gauche », qui désertaient une fois de plus toute lutte réelle, laissant les ouvriers qui se battaient sur le terrain sans appui ni direction.

Une prochaine lettre abordera l'évolution de la situation syndicale et sociale au cours de la période de démocratisation. Quant à la question des nationalités, elle méritera un article à part.

## Répression anti-ouvrière en Allemagne de l'Est

Dix-sept ouvriers ont été arrêtés à la fin octobre dans l'usine de caoutchouc de Waltershausen, en Allemagne de l'Est. Ces ouvriers avaient refusé de mettre un terme à une réunion de protestation contre la hausse des prix de produits de consommation lancée dans leur atelier (*Le Monde* des 11-12/11/79).

A l'Est aussi, dans les faux pays socialistes, la classe ouvrière doit lutter contre le Capital.

## Un aveu précieux

On a pu lire dans *Le Monde* du 10 octobre cette nouvelle édifiante :

« Le tribunal danois des prud'hommes a condamné le syndicat des transports en commun (le TO) à la plus forte amende qu'il ait jamais infligée pour un « conflit illégal » : 1 million de couronnes (environ 800.000 francs). Les juges ont estimé que le syndicat n'avait pas fait suffisamment d'efforts pour empêcher et ensuite arrêter une grève sauvage des chauffeurs d'autobus de Copenhague, qui, en avril dernier, avait duré plusieurs jours, paralysant à peu près totalement les lignes d'autobus. »

Nous remercions leurs Excellences, les juges danois, pour l'aveu précieux sur le rôle que la démocratie attribue au syndicalisme démocratique...

## Défendre la section CGT de Créteil-CTA

(Suite de la page 2)

de la centralisation des grèves orchestré par les fédés. Les travailleurs de Créteil ont toujours eu pour tradition de rechercher l'unité à la base la plus solide en refusant de reprendre à leur compte les fausses querelles des états-majors syndicaux, qui n'ont d'autre but que d'entretenir des divisions factices dans nos rangs.

De même, ils ont, à travers toutes leurs luttes, recherché continuellement la liaison avec leurs camarades des autres centres parisiens, allant, en fortes délégations, discuter directement avec les travailleurs des autres centres. Enfin, il faut savoir que la section CGT de Créteil CTA défend une conception ouverte, non boutique du syndicat, et assume ses tâches de façon collective, en s'appuyant sur la participation très large des syndiqués aux décisions et au travail militant [...].

CAMARADES,

La bataille qui se livre à Créteil n'intéresse pas seulement les postiers de Créteil. ELLE CONCERNE TOUS LES TRAVAILLEURS, syndiqués ou non, qui sont réellement soucieux de défendre leurs intérêts de classe [...].

Il faut qu'à travers cette bataille entre une orientation de LUTTE DE CLASSE et une orientation de COLLABORATION entre les classes, s'établissent avec Créteil CTA des liens qui permettent de construire dans l'avenir un terrain solide de solidarité prolétarienne, nécessaire à la renaissance d'une coordination à vaste échelle des différentes catégories de travailleurs, et d'une centralisation véritable de leurs luttes.

Les chefs syndicaux, qu'ils soient à FO, à la CGT ou à la CFDT, veulent éliminer toute tendance qui refuse de discipliner la défense des revendications ouvrières à une

« meilleure » organisation du capitalisme (bonne marche de l'entreprise, du service public, etc.) et qui revendique des méthodes DE LUTTE DIRECTE CONTRE LA BOURGEOISIE (grèves sans préavis ni limitation préalable de durée, piquets de grève, occupation des locaux, meetings et réunions de solidarité...).

Il faut donc que cette bataille soit l'occasion pour tous les travailleurs combattifs d'affirmer et de revendiquer, à la base des syndicats comme hors d'eux, le besoin d'une orientation de lutte de classe, d'une opposition radicale aux bureaucraties qui restent imperméables aux revendications fondamentales et aux réels besoins organisationnels des travailleurs, et qui, au contraire, collaborent et capitulent sans cesse devant les exigences des patrons et de l'Etat bourgeois.

Il faut que cette bataille rassemble tous les prolétaires conscients de la nécessité de construire, face à l'offensive de la bourgeoisie et de ses larbins réformistes, un véritable FRONT PROLETARIEN DE COMBAT.»

### Brochures

« Le Prolétaire »

« LA QUESTION FEMININE »

de nouveau disponible

Commandes au « Prolétaire »

Prix : 3 F

## Presse internationale

Voici le sommaire du n° 20

(27 octobre 1979) de

### il programma comunista

- Preparare la rivoluzione comunista
- I licenziamenti alla Fiat, la risposta del sindacato e la via di una ripresa della lotta di classe
- Sempre più tesa la situazione internazionale
- L'intervento del Partito nelle lotte immediate
- Lenin, la democrazia e l'opportunismo
- Sguardo alla nostra stampa internazionale
- Vita di partito: riunione pubblica a Torino
- Il lungo calvario della trasformazione dei contadini palestinesi in proletari
- Argentina: di fronte alle migliaia di « scomparsi », la « sinistra » si inchina a Sua Maestà l'OAS
- La causa degli operai Olivetti è quella di tutti i lavoratori
- In morte di O. Damen

\*

el-oumami

\*

el proletario

\*

Kommunistisches Programm

## Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, soit le 10 décembre, le 14 janvier, etc., de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Oese, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 17 novembre, 1<sup>er</sup> et 15 décembre, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche du mois, soit les 18 novembre, 2 et 16 décembre, etc.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 18 novembre, 2 et 16 décembre (il n'y aura pas de permanence le 30 décembre ; les permanences reprendront régulièrement tous les quinze jours à partir du 6 janvier).

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit les 18 novembre, 2 et 16 décembre, etc.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 18 novembre, 2 et 16 décembre, puis 6 et 20 janvier, etc.

• A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Talenac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 2 décembre, 6 janvier, etc.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrin, de 10 h à 11 h, le 2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> samedi du mois, soit les 24 novembre, 8 et 22 décembre, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit les 18 novembre, 16 décembre, 20 janvier, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 18 novembre, les 2 et 16 décembre, etc.

• A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 18 novembre, 2 décembre (exceptionnellement il n'y aura pas de permanence le 16 décembre), etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE Editions Programme 32, rue du Pré-du-Marché 1004 LAUSANNE

directeur-gérant F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. » 232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission paritaire de presse : 52928